

# Les Echos

20/05/2022

<https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/opinion-nouveau-gouvernement-priorite-au-numerique-educatif-1408439>

 TRIBUNE

## Opinion | Nouveau gouvernement : priorité au numérique éducatif !

Sommes-nous vraiment prêts à confier l'éducation de nos enfants au numérique à des acteurs extra-européens, s'interroge Jean-Yves Hepp. L'éducation nationale n'est pas un marché public comme les autres, le futur gouvernement doit porter une politique ambitieuse sur le sujet.



La nouvelle Première ministre Elisabeth Borne, lors d'un déplacement aux Mureaux dans les Yvelines le 19 mai 2022. (Gabrielle CEZARD/SIPA)

Par **Jean-Yves Hepp** (président-fondateur de Unowhy)

Publié le 20 mai 2022 à 12:10

La crise sanitaire a érigé le numérique en nécessité absolue, **mettant en exergue les insuffisances et braquant les projecteurs sur l'enjeu central de la souveraineté numérique** . Mais comment parler de souveraineté sans une Education nationale ambitieuse en la matière, sans préparer les citoyens de demain aux bons usages ? Ne laissons pas croire que l'Education nationale est un marché public comme un autre. Le futur gouvernement doit porter une politique ambitieuse et suivie, c'est une priorité.

Deux ans de Covid **ont profondément modifié nos habitudes, imposant les outils numériques dans nos quotidiens** . D'un coup, ce qui était impossible devient nécessaire, la société s'organise, les entreprises s'adaptent, les institutions se mettent au diapason. L'Education nationale, cet immense paquebot que l'on dit si difficile à manoeuvrer, amorce un premier tournant : entre mars et juin 2020, 164.000 classes virtuelles s'organisent en moyenne par jour (d'après le ministère de l'Education nationale).

## **Sommes-nous prêts à brader notre éducation nationale ?**

Cette période a durablement marqué les esprits des enseignants, des familles et des élèves ; une pierre décisive a été posée, il faut désormais battre le fer tant qu'il est chaud. Mais force est de constater qu'au-delà des discours et des ambitions, on peine encore à aboutir à une politique pérenne sur le numérique éducatif. Les plans, les projets se succèdent sans parvenir à accélérer la transformation.

Bien sûr que la transition numérique est difficile à planifier pour notre système éducatif. Mais quand l'impensé rencontre la nécessité, ce sont toujours les acteurs les plus puissants qui en tirent bénéfice ; ceux qui ont tout à gagner de l'ouverture d'un nouveau marché captif et peu structuré. Et dans le secteur de l'éducation par et au numérique, les GAFAs se sont d'ores et déjà taillé une part de lion... \*

Sommes-nous vraiment prêts à confier l'éducation de nos enfants au numérique à des acteurs extra-européens, motivés par la convoitise d'un nouveau marché ? Sommes-nous prêts à brader notre éducation nationale, que la France a toujours perçue comme un pilier presque régalien ? La crise sanitaire a créé un vertige nouveau sur la dépendance de la France à d'autres pays. Et l'on accepterait de recréer cette dépendance au niveau de notre éducation ? Comment alors parler de souveraineté numérique ?

## **Être conscient des grands défis**

La crise sanitaire a montré que l'Etat pouvait trouver des solutions rapides, simples et efficaces, en s'alliant avec des ETI et PME françaises dans des relations équilibrées, de confiance. La filière est prête : le dynamisme des EdTech françaises n'est plus à prouver. A l'Etat d'agir, pour que l'éducation numérique devienne le premier pilier de notre souveraineté.

Il faut former les jeunes générations aux bons usages, aux bons outils ; les habituer à travailler avec des acteurs dignes de confiance, dans une démarche pédagogique ; des acteurs qui s'investissent pour l'école républicaine et en renforcent les principes fondamentaux grâce au numérique (pédagogie différenciée, nouveaux supports...) ; des acteurs conscients des grands défis (illectronisme, fracture numérique...), et cherchent à y répondre.

## **Nécessaire formation des professeurs**

Le président de la République nouvellement réélu a annoncé que son mandat serait guidé par une 'méthode renouvelée'. Et si, enfin, la méthode intégrait une priorité quinquennale sur le numérique éducatif ?

Commençons par l'essentiel : formons nos professeurs, car ils sont les courroies de transmission du savoir, les hussards éclairés de la politique de souveraineté que nous devons mener. Ce sont eux qui, chaque jour sur le terrain, sauront adapter les pédagogies, mais aussi et surtout, l'esprit critique des plus jeunes. Donnons-leur les gages de notre confiance, ne les laissons pas seuls face à cette tâche immense, redonnons-leur les lettres de noblesse qu'ils méritent, car ce sont eux qui préparent notre destin commun.

**Jean-Yves Hepp**